

# Notre-Dame-des-Landes : nouvel ultimatum fixé à lundi minuit

Les zadistes doivent remplir des formulaires individuels comportant leur nom et les grandes lignes de leur projet, un préalable à l'éventuelle signature par l'Etat de baux précaires.

Le Monde.fr avec AFP | • Mis à jour le 23 04 2018 - 10h15

« *La situation est calme, vraiment calme sur la ZAD [“zone à défendre”]* », a assuré dimanche la gendarmerie, qui a mobilisé quelque 2 500 militaires depuis le début des opérations d'évacuation du site de [Notre-Dame-des-Landes](#), le 9 avril. La préfecture a donné jusqu'à lundi 23 avril minuit aux occupants de la ZAD pour [remplir](#) des formulaires individuels devant [comporter](#) leur nom et les grandes lignes de leur [projet](#), un préalable à l'éventuelle signature par l'Etat de baux précaires sur le site de 1 650 hectares dont 270 ha doivent [être](#) attribués par l'Etat.

Après une semaine sous haute tension, cette « accalmie » s'inscrit dans un [contexte](#) de main tendue des zadistes, après le dépôt collectif d'une quarantaine de dossiers de projets agricoles ou artisanaux nominatifs. Ils avaient répondu à l'appel pressant mercredi du ministre de la transition écologique, Nicolas Hulot, opposant à l'ancien projet d'aéroport, qui les avait exhortés à « *ne pas [rentrer](#) dans une spirale de confrontation, de violence* » et à saisir « *la main du gouvernement* ».

Lire : [Notre-Dame-des-Landes : Hulot implore les zadistes « de ne pas rater la dernière marche »](#)

« *Le problème n'est pas de [donner](#) des noms, on voulait un projet collectif* », a expliqué « *Camille* », l'un des porte-parole de la ZAD.

*« On a fait le geste qui était demandé par le gouvernement. Pour nous ce geste doit être entendu, que le dialogue reprenne, qu'on sorte du cycle infernal de la menace imminente de nouvelle expulsion. La balle est dans le camp du gouvernement. »*

## Crainte d'une nouvelle évacuation

La crainte d'une nouvelle opération d'évacuation plane parmi les zadistes après « *le traumatisme* » de la destruction de 29 squats la semaine dernière, que les zadistes considèrent comme leur lieu de vie. Il reste une soixantaine d'habitats précaires sur les 97 recensés.

Si la préfète des Pays de la Loire, Nicole Klein, a souligné le « *gros [travail](#)* » des zadistes, la décision d'évacuation revient au chef du gouvernement. Or Edouard Philippe a répété devant l'Assemblée nationale que « *les occupants illégaux* » qui ne régulariseront pas rapidement leur situation « *quitteront les [lieux](#)* » à Notre-Dame-des-Landes car « *force doit [rester](#) à la loi* ».

Lire aussi : [L'ultimatum du 23 avril, nouveau « compte à rebours infernal »](#)

## Un dossier test

Particulièrement délicat, car hérité des décisions des quinquennats passés, le dossier de Notre-Dame-des-Landes est un des tests de la capacité du président Emmanuel Macron et du gouvernement à [résoudre](#) pacifiquement les conflits alors que les fronts sociaux se multiplient.

Plusieurs associations ou collectifs qui étaient opposés au projet d'aéroport avaient pressé les occupants à se [régulariser](#) et [accepter](#) de [négocier](#) avec le gouvernement. La répétition des barricades enlevées et aussitôt remontées dans un nuage de gaz lacrymogènes avait fini par [lasser](#) les riverains et même certains zadistes qui jugeaient la méthode « *contre-productive* » au moment de se [remettre](#) à la table des [discussions](#).

Les 28 projets agricoles déposés à la préfecture vont être évalués lundi à la chambre d'[agriculture](#) des Pays de la Loire. Mais ces projets ne créent « *aucun droit* », avait rappelé vendredi M<sup>me</sup> Klein à l'issue d'une réunion technique avec des occupants de la ZAD. Sans aucune assurance, les zadistes appellent « *à la vigilance* ». « *On est prêt à se [mobiliser](#) si le gouvernement n'entend pas ce geste de dialogue* », a affirmé l'un des porte-parole des zadistes qui n'exclut pas « *une grande mobilisation* » dimanche prochain.